Nations Unies E/CN.5/2016/NGO/66

Conseil économique et social

Distr. générale
1er décembre 2015
Français
Original : anglais

Commission du développement social
Cinquante-quatrième session
3-12 février 2016
Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale : thème prioritaire : repenser et renforcer le développement social dans le monde contemporain

Déclaration présentée par African Heritage Foundation Nigeria, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.

Merci de recycler

Déclaration

L'examen des progrès réalisés jusqu'à présent en matière de développement social et le regard nouveau porté sur les voies et moyens de le renforcer dans le monde contemporain constituent une évolution à la fois opportune et appréciable.

Les débats en cours sur la suite à donner et la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, récemment adopté, offrent un cadre de réflexion essentiel sur les futurs contours de l'aide au développement, et l'occasion d'apprécier sous un jour nouveau les dimensions sociales du processus de transformation nécessaire pour la durabilité : repenser le développement social conduit en conséquence à l'exploration de certains des défis qui se posent à l'élimination de la pauvreté. Cette réorientation, dans le cadre du nouveau programme, recentrera bon nombre des cibles des objectifs du Millénaire pour le développement vers un programme global qui a le potentiel pour réaliser les ambitions de l'élimination de la pauvreté et une voie de développement durable.

Selon l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, le développement social devrait être envisagé sous l'angle d'un processus de changement structurel et de la société par lequel les individus et les groupes sociaux atteignent des améliorations liées au bien-être et compatibles avec la justice (UNRISD, 2011). Malgré l'attention croissante accordée aux questions sociales dans le Programme 2030, le discours politique dominant et les décideurs n'ont pas toujours pris en compte les dimensions structurelles et de société.

Ainsi, les questions sociales sont souvent traitées comme des conséquences problématiques d'autres changements et de la politique sociale résiduelle dans le séquençage des décisions de politique. En effet, les conséquences sociales, environnementales ou autres, ou les externalités des politiques économiques axées sur la croissance sont traitées par des mesures de compensation, en l'occurrence l'aide sociale ou des processus de réduction de la pauvreté ciblés.

En effet, en ce qui concerne l'enracinement social des institutions économiques, le discours politique et les débats ont continué à marginaliser les questions sociales, avec un cloisonnement disciplinaire entre les analyses des secteurs. Cela est particulièrement évident dans le traitement des questions touchant à la famille, aux personnes âgées, aux personnes vivant avec un handicap et à d'autres et le peu d'attention accordé aux soins non rémunérés, vu que les crises économiques et liées à la volatilité financière, et les niveaux d'inégalités qui sont à l'origine de l'instabilité sociale et entravent les processus de développement économique, ne bénéficient d'aucune attention soutenue.

Par conséquent, transformer l'économie reviendrait bien évidemment à assurer des moyens de subsistance et des revenus suffisants et le bien-être pour tous à l'heure de la mondialisation qui avance à grands pas.

Ce travail vise des manière générale la façon de traiter non seulement les objectifs classiques associés à la protection sociale et à la formation du capital humain, mais aussi les questions de justice économique et d'égalité, de l'accentuation des inégalités, de la précarité de l'emploi et du développement non durable. La protection sociale étant désormais largement reconnue comme une contribution essentielle au développement, la mesure dans laquelle la politique sociale peut être utilisée au-delà de sa fonction de protection pour jouer un rôle de

transformation et de développement est également importante. Nous devons déterminer si l'économie sociale et solidaire peut constituer un mécanisme essentiel par lequel les personnes vivant dans la pauvreté ont davantage de contrôle sur les ressources et les processus décisionnels.

La réorientation et le renforcement du développement social du monde contemporain visent à :

S'assurer que les progrès réalisés dans un domaine ne soit pas compromis par les conséquences ou les réactions dans un autre;

Éprouver les stratégies de réduction des inégalités considérables qui subsistent et qui ont laissé un grand nombre de groupes les plus vulnérables (principalement les femmes et les enfants) dans la société à être à la traîne;

Examiner les possibilités de placer la personne humaine au centre du développement et encourager les investissements et les politiques qui répondent à leurs besoins, conformément aux attentes;

Œuvrer à éliminer les causes structurelles de la pauvreté et à promouvoir le développement intégral des pauvres en mettant l'accent sur la valeur immense de la famille pour une société où chaque être humain bénéficie de l'éducation primaire et du développement constructif;

Examiner la question de la recherche en relation au travail de l'African Heritage Foundation Nigeria, une ONG internationale travaillant avec d'autres organisations internationales.

La Foundation est engagée dans la fourniture de services de soutien humanitaire et caritatif aux victimes de la guerre, de catastrophes naturelles et d'origine humaine, notamment aux États, aux régions et aux nations qui sont en proie à des litiges frontaliers, aux conflits, au terrorisme, etc.

L'organisation se consacre au bien-être des personnes les plus vulnérables telles que les femmes et les enfants, car ils sont souvent négligés au nom d'une productivité, d'une efficacité et d'une croissance économique plus larges.

Même dans les cas où les politiques et les programmes universels s'avèrent impossible à appliquer à travers des approches plus ciblées, qui répondent aux besoins de l'organisation, nous adoptons une politique sociale pour promouvoir les valeurs fondamentales d'inclusion sociale, d'égalité et de justice sociale, de solidarité, d'équité, de respect pour la nature et les droits humains. Forte de ses niveaux et de sa position dans le domaine du développement social, l'organisation ambitionne de coordonner, de concevoir et de mettre en œuvre des interventions dans différents domaines, même lorsqu'elle est en butte à des défis complexes et interdépendants. L'organisation favorise l'intégration sociale des personnes déplacées et des pauvres. En 2010, l'African Heritage Foundation Nigeria a fourni du matériel de secours aux victimes des conflits, des dissensions et des extrémistes à Jos, dans le nord du Nigeria. En 2013, l'organisation a fourni du matériel de secours aux Little Orphanage Homes, à Lagos dans le sud du Nigeria, pour la prise en charge des enfants affectés par la mort de leurs parents des suites du VIH/sida, des conflits, des dissensions, des litiges frontaliers, etc.

Nous organisons des visites régulières des personnes démunies, dans les orphelinats, les pouponnières et les camps de réfugiés.

Défis à relever

L'adoption des stratégies qui offrent à l'humanité les mêmes possibilités pour une vie dans la dignité et la liberté ne peut être effective qu'en travaillant en collaboration avec d'autres organisations à travers le monde.

L'incapacité de l'African Heritage Foundation Nigeria à accorder une attention suffisante à la relation entre le développement et l'environnement à l'échelle mondiale.

Les problèmes d'exclusion et les discriminations ancrées nécessiteront des efforts en matière de politiques et des changements dans les valeurs et les normes sociales durables.

L'augmentation des niveaux d'inégalité économique et sociale qui affaiblissent les efforts de l'organisation dans la contribution à l'éradication de la pauvreté, qui a sapé les perspectives de processus équitables de développement à long terme.

La promotion de modes durables de consommation et de production et la substitution des pratiques non durables, ainsi que la protection et la gestion de la base des ressources naturelles dans les programmes de développement économique et social.

Le soutien du développement durable axé sur les hommes, sans distinction d'aucune sorte en encourageant de meilleures relations avec les organismes des Nations Unies, les agences et organes subsidiaires.

L'établissement d'un lien entre la croissance économique, le bien-être des personnes, l'emploi et les préoccupations environnementales telles que le changement climatique, afin de permettre une transition vers des emplois verts.

Plusieurs politiques sectorielles doivent être examinées simultanément en adoptant une approche pratique. Le soutien à la croissance de l'emploi non-agricole avec un accent plus accru sur la diversification de l'économie, de sorte à créer suffisamment d'emplois pour la population croissante de jeunes. Les stratégies politiques, de plaidoyer et les liens devront bénéficier d'une attention plus accrue, plutôt que la formation en politiques qui ne résistera pas à l'épreuve du temps.

Le renforcement des besoins de développement social et d'intégration sociale de sorte à harmoniser les groupes et une approche ciblée dont l'objectif plus large est une société meilleure pour tous.

Ces cibles pourraient être atteintes en renforçant la cohésion sociale, intégrée à d'autres politiques. La vision et les principes du développement social devraient contribuer non seulement à protéger les groupes vulnérables, mais aussi à réduire la pauvreté et les inégalités, à améliorer la productivité économique et à renforcer la solidarité au sein des sociétés à travers le monde. Les objectifs sociaux et aspects sociaux des objectifs économiques et environnementaux doivent être traités pour renforcer le développement social et ses liens avec les deux autres dimensions.

Le développement social doit être abordé sous trois angles : l'investissement, l'intégration et les interactions.

La réalisation du développement durable passe par une évolution conceptuelle vers la cohérence des politiques dans le partenariat mondial pour le développement.

Le développement social ainsi que le développement économique requièrent une base solide. L'évolution des contextes et des priorités de développement social devrait être capturée, analysée et traitée, en ce qui concerne le creusement des inégalités, l'injustice, les menaces environnementales, l'intégration économique et financière mondiale et l'incertitude économique croissante dans les nations du monde. Le gouvernement doit veiller à ce que les progrès économiques soient accompagnés par le progrès social et le bien-être de toutes les personnes, soutenus par des politiques sociales efficaces, et la protection de l'environnement. Le renforcement de la cohésion sociale doit être intégré à d'autres objectifs de politiques pour parvenir à un résultat positif. Enfin, il est important d'investir dans la collecte de données (en particulier des données ventilées) et de développer de bons indicateurs.

Pour renforcer le développement social, le gouvernement et en particulier la Commission du développement social, doivent renforcer la dimension sociale du développement durable et se concentrer sur des objectifs sociaux clairs, ainsi que les dimensions sociales des objectifs économiques et environnementaux. Par conséquent, le développement est la réalisation externe des potentiels internes latents, avec la conviction que les qualités des attitudes, des valeurs et des compétences des personnes et les informations influent sur l'ampleur et le rythme du développement au moment où les aspirations émergent.